



ANALYSE

2019/29

L'AFSCA POURRA T-ELLE UN JOUR SE DÉBARRASSER DE SON
IMAGE DÉSASTREUSE ?

L'AFSCA pourra-t-elle, un jour, se débarrasser de son image désastreuse ?

S'il y a bien une structure que le monde agricole se plaît à détester, c'est l'AFSCA. Depuis notre intégration au sein du Collège des Producteurs en tant que mouvement ruraliste, chaque réunion, chaque rencontre, chaque colloque est l'occasion pour certains de faire entendre leurs très nombreux griefs à l'encontre l'Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire.

J'accuse

Encore très récemment, lorsqu'en réunion de filière « viande bovine » l'on tentait de déterminer comment augmenter les revenus des exploitations de notre région, un éleveur a souhaité qu'on « supprime les contrôles de l'AFSCA. » Car, « il y en a à chaque étape de la chaîne et c'est beaucoup d'argent dépensé pour rien. Ou plutôt pour nous emm...der. »¹

Hasard du calendrier, c'est au même moment qu'est sorti un reportage faisant état de dysfonctionnements présumés de l'agence². Et là aussi, nous n'aurions pas aimé être à la place d'Herman Diricks, administrateur-délégué de l'institution. Outre l'habituelle accusation de mener à la faillite les plus petites structures artisanales à coup de normes trop strictes, l'AFSCA serait mal gérée et vénale. Le climat social y serait délétère. Son personnel serait soit incompetent, soit peu regardant, voire carrément responsable de fraude tandis que les tentatives d'intimidation seraient monnaie courante³. Le reportage porte bien son nom : « Pourquoi a-t-on peur de l'AFSCA ? »⁴. Tous les ingrédients sont en effet réunis pour faire ressentir aux téléspectateurs la peur supposée qu'induit l'agence auprès des acteurs de la chaîne alimentaire.

Mais le grand public n'a pas attendu ce reportage pour se faire une opinion désastreuse de l'AFSCA. Régulièrement, au hasard de nos rencontres avec les habitants du milieu rural, nous entendons des consommateurs faire leurs griefs du monde agricole avant de surenchérir avec des préoccupations spécifiques en l'accusant de niveler le goût par le bas, de l'uniformiser sur des standards dits « industriels » et de mener à la disparition de notre patrimoine gastronomique⁵.

En écho à ces nombreuses remises en cause, le monde politique, lui aussi, ne se montre pas tendre avec l'agence. En 2017, en pleine affaire VEVIBA, son ministre de tutelle n'avait-il pas appelé l'AFSCA à se réformer en profondeur⁶ ? Tandis que l'opposition d'alors s'était montrée plus dure encore en demandant si Monsieur Diricks, administrateur-délégué de l'agence, « vivait sur la même planète que les consommateurs et tous les acteurs de la filière »⁷

Pourquoi tant de mépris ?

Mais qu'a bien pu faire l'AFSCA pour mériter tant de mépris ? D'où vient cette désaffection généralisée pour l'organisme dont la mission est de nous protéger des risques sanitaires majeurs pour notre alimentation ?

Si l'on reprend l'un des arguments majeurs à l'encontre l'AFSCA du reportage de la RTBF, l'agence n'aurait pas su empêcher les grands scandales de ces dernières années de se produire. Remise en cause lors du scandale VEVIBA en 2017⁸ puis délogée de tout soupçon, l'agence avait également fait l'objet de sérieuses interrogations lors de l'affaire des poulets au Filpronil quelques mois plus tôt. Par ailleurs, elle a également été accusée de n'avoir pas su éviter l'affaire des lasagnes à la viande de cheval en 2013⁹ ou encore, plus anciennement, la crise de la grippe aviaire de 2005¹⁰.

Cela fait donc au moins quatre gros scandales alimentaires en douze ans, soit, en moyenne, un tous les trois ans. C'est bien trop pour un pays se vantant d'avoir un des outils de contrôle les plus performants. En tant que mouvement ruraliste, peu importe l'image de l'AFSCA, il est clair qu'à nos yeux, chaque scandale est une catastrophe pour les consommateurs et leur santé mais aussi pour l'image de marque de nos agriculteurs.

Rappelons, à ce titre, que la peste porcine africaine a détruit pour longtemps l'image de la filière porcine wallonne à l'étranger, ce qui a conduit à son effondrement. Le lien entre vigilance sanitaire et exportation est donc essentiel.

Une grande partie de notre production agricole part, en effet, à l'exportation et à cette fin a donc besoin d'une image parfaite auprès des agences de contrôle sanitaire des autres pays. Les agriculteurs ont donc besoin de l'AFSCA autant qu'ils redoutent comme la peste les cas de fraude massive qui jetteraient le discrédit sur leur image d'excellence.

Aussi, ce serait un raccourci peu heureux que de voir en l'apparition d'un scandale, la preuve d'un dysfonctionnement de l'AFSCA. Au contraire, la mise au jour de malversations est le signe d'un fonctionnement pour le moins correct. C'est notamment ce qui s'est passé lors de la crise « des œufs au Filpronil. »

Alors qu'elle a été sévèrement jugée pour sa gestion de la crise, les conclusions d'une enquête menée par la Commission Européenne¹¹ lave l'agence de tous soupçons. La faute reviendrait, au-delà des fraudeurs bien entendu, à la légèreté avec laquelle l'agence néerlandaise a communiqué les informations à la Belgique. On le voit donc, dans un système globalisé, les fraudes dépassent rapidement la seule dimension nationale.

En définitive, ce n'est pas avec les seuls neuf inspecteurs aux fraudes que l'AFSCA peut empêcher les scandales. D'autant plus que si l'on décidait d'accroître le nombre d'inspecteurs, rien ne dit que l'on trouverait aisément les renforts souhaités. « L'AFSCA, c'est la dernière chose qu'un jeune vétérinaire choisira avant le suicide », témoignait ainsi un ancien inspecteur vétérinaire¹².

Un capital confiance proche de zéro

Pour nous, la jeune et tumultueuse histoire de l'Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire ne montre pas davantage les défauts de gestion de cette dernière que la perte totale de repères de notre société envers les acteurs d'une chaîne alimentaire de plus en plus complexe et globale.

Selon une étude Solidaris publiée il y six ans déjà¹³, la confiance des citoyens envers ces acteurs est dramatiquement basse. Que ce soit l'industrie agro-alimentaire à laquelle à peine 4% des consommateurs font confiance, les supermarchés atteignant péniblement un taux de 7%, les bouchers et autres petits détaillants à qui seule une personne sur cinq fait confiance et les producteurs dotés d'un taux de confiance de seulement 26%, force est de constater que notre système alimentaire moderne ne répond que très faiblement aux attentes de la population. La situation est tellement critique qu'un consommateur sur deux (48%) n'a même plus confiance en sa propre capacité de discernement.

Dans ce climat délétère et terriblement explosif, où tout est prompt à devenir un scandale, une affaire, un « machin-gate », où tout le monde s'observe, se toise et se suspecte, l'AFSCA, par sa position centrale et son rôle ingrat de révélateur des problèmes, ne peut qu'être détestée. C'est, en tout cas, ce à quoi l'ont prédestinée nos autorités lorsqu'elles l'ont créée à la suite de la crise de la dioxine en 1999.

Alors que la crise de la vache folle débutée trois années plus tôt est encore dans toutes les mémoires, se profile, en ce mois de janvier 1999, une énième crise agro-sanitaire révélant à nouveau l'incapacité des systèmes de contrôle d'alors d'empêcher ce genre de fraudes de se produire.

L'onde de choc économique et politique de cette nouvelle crise est dévastatrice. Les pertes économiques s'estiment en millions, voire en milliards d'euros, tandis que deux ministres fédéraux présenteront leur démission.

Mais la gravité de cette crise se mesure surtout dans la perte totale de confiance du grand public envers la chaîne alimentaire. Pour en arriver à de telles catastrophes, c'est que l'ensemble des acteurs se sont rendus coupables de négligence.

Fermement décidé à tourner définitivement la page de ces deux crises majeures successives, le gouvernement d'alors s'engage à doter notre pays de services de contrôle performants et modernes dans le but de restaurer la confiance des consommateurs.

Or, cette mission est bien trop colossale pour ce seul organisme. L'AFSCA n'a pas les moyens d'aller plus loin que sa seule mission de sécurisation, et encore. Le mal provoqué par ces scandales et la perte conjointe de sens de notre système alimentaire sont bien trop profonds.

Aussi, constamment accusée de faire payer à tous les méfaits des uns, rien de ce que l'AFSCA peut faire n'a réellement de poids sur son image. Car dans un paradigme alimentaire où la mondialisation et l'import-export des denrées sont devenues la norme, dans un marché où les bénéfices permettent de transiger avec la qualité, dans une société urbanisée se coupant de plus en plus du monde agricole qui la nourrit et où la compréhension de ce que nous mangeons est devenue nulle, s'assurer de la sécurité de toute la chaîne, revient surtout à s'assurer d'être le déversoir de tout ce qui ne va plus dans notre façon de nous alimenter.

Dans des sujets devenus aussi sensibles, quand on est le messager et donc le révélateur de ce qui va mal, il est tout bonnement impossible de se faire apprécier, peu importe la qualité bonne ou moins bonne des services fournis. Est-il seulement possible, pour ce type d'agence, de faire rimer la protection des consommateurs et du modèle de petite agriculture familiale avec la sécurisation d'un marché alimentaire mondialisé ?

Pourtant, à nos yeux, ce déchainement contre l'AFSCA, l'explosivité de toute affaire liée à l'alimentation est, paradoxalement, un signal positif. Les réactions extrêmes, la virulence des propos de certains et le sentiment de perte de repère partagé par l'ensemble montre avec force la présence d'un intérêt croissant pour notre assiette, d'une réappropriation de notre alimentation et d'une interrogation toujours plus déterminée des dérives du système.

Comme nous l'avons fait en décembre 2017 lors d'une rencontre entre consommateurs, producteurs et le porte-parole de l'agence¹⁴, en tant que mouvement ruraliste, nous devons nous appuyer sur cet intérêt croissant de la société pour son alimentation, pour la décloisonner, pour faire se rencontrer ses acteurs tout en veillant à inviter l'AFSCA à nous montrer en quoi son action rend notre assiette plus sûre aujourd'hui qu'hier.

Nous devons recréer du lien et inviter chacun, les consommateurs en premier, à réapprendre ce qu'est une alimentation saine et redonner un sens autour de notre assiette en apprenant des uns et des autres. Ce n'est qu'à ce prix que nous pourrions rencontrer l'objectif initial donné par le gouvernement à l'AFSCA, à savoir, retisser un lien de confiance envers la chaîne alimentaire.

C'est par la connaissance que viendra le respect. Au contraire, si nous restons englués dans un système globalisé aussi absurde et désincarné, l'AFSCA restera, pour beaucoup, l'oiseau de mauvais augure, le

messager que l'on brûle pour ne pas voir les aberrations de notre système alimentaire d'aujourd'hui. Mais si la chaîne alimentaire a besoin d'un organe de contrôle, il nous revient à toutes et à tous et à l'ACRF-Femmes en milieu rural en particulier, en tant que mouvement ruraliste, de nous montrer vigilants face aux excès de ce paysage consumériste fragmenté et attentifs à faire respecter nos droits en la matière.

Corentin de Favereau
Chargé d'études et d'analyses

A méditer :

- « En tant que mouvement ruraliste, peu importe l'image de l'AFSCA, il est clair qu'à nos yeux, chaque scandale est une catastrophe pour les consommateurs et leur santé mais aussi pour l'image de marque de nos agriculteurs. »
- La situation est tellement critique qu'un consommateur sur deux (48%) n'a même plus confiance en sa propre capacité de discernement.
- L'AFSCA est accusée, à tort ou à raison, de contribuer à la destruction du petit artisanat et des exploitations familiales. Dès lors, quel type de contrôles voudrions-nous pour ces structures ?



Avec le soutien de



Cette analyse est disponible au format PDF sur notre site Internet www.acrf.be

L'ACRF-Femmes en milieu rural souhaite que les informations qu'elle publie soient diffusées et reproduites. Toutefois, n'oubliez pas, dans ce cas, de mentionner la source et de nous transmettre copie de la publication.

Merci !

*Editeur responsable : ACRF-Femmes en milieu rural ASBL – rue Maurice Jaumain 15 – 5330 ASSESSE
R.P.M. Liège-division Namur n°0408.004.863*

¹ Propos recueilli auprès d'un agriculteur lors de réunion de filière « viande bovine », le 13 novembre 2019 dans les locaux de la FUGEA à Ciney.

² *Pourquoi a-t-on peur de l'AFSCA?* dans *Question à la Une*, RTBF, octobre 2019.
https://rtbf.be/auvio/detail_questions-a-la-une?id=2548708, site consulté le 11 décembre 2019.

³ *Pourquoi a-t-on peur de l'AFSCA?* dans *Question à la Une*, RTBF, octobre 2019.
https://rtbf.be/auvio/detail_questions-a-la-une?id=2548708, site consulté le 11 décembre 2019.

-
- ⁴ *Pourquoi a-t-on peur de l'AFSCA ?*, dans *Question à la Une*, RTBF, octobre 2019.
https://rtbf.be/auvio/detail_questions-a-la-une?id=2548708, site consulté le 11 décembre 2019.
- ⁵ <https://plus.lesoir.be/44493/article/2016-06-08/lafsca-menace-lauthentique-tarte-au-riz>, site consulté le 11 décembre 2019.
- ⁶ <https://lesoir.be/145038/article/2018-03-12/affaire-veviba-lafsca-sous-le-feu-des-critiques-la-chambre>, site consulté le 9 décembre, 2019.
- ⁷ <https://lesoir.be/145038/article/2018-03-12/affaire-veviba-lafsca-sous-le-feu-des-critiques-la-chambre>, site consulté le 9 décembre, 2019.
- ⁸ https://rtbf.be/info/belgique/detail_scandale-veviba-l-afsca-a-t-elle-ete-negligente-lors-de-ses-controles?id=9862363, site consulté le 12 octobre 2019.
- ⁹ <https://lalibre.be/international/le-scandale-des-lasagnes-au-cheval-51b8f8a6e4b0de6db9c98ad3>, site consulté le 12 décembre 2019.
- ¹⁰ <https://lalibre.be/belgique/la-grippe-aviaire-inquiete-les-eleveurs-belges-51b88b2de4b0de6db9ac8b2c>, site consulté le 12 décembre 2019.
- ¹¹ https://ec.europa.eu/food/sites/food/files/safety/docs/adv-grp_plenary_20171122_pres_01.pdf, site consulté le 12 décembre 2019.
- ¹² *Pourquoi a-t-on peur de l'AFSCA ?*, dans *Question à la Une*, RTBF, octobre 2019.
https://rtbf.be/auvio/detail_questions-a-la-une?id=2548708, site consulté le 11 décembre 2019.
- ¹³ SOLIDARIS, LE SOIR, RTBF, *CommentS*
- ¹⁴ « L'AFSCA n'est pas dans son assiette. Et dans la nôtre ? » dans *2017, quoi de neuf dans nos assiettes ? une info à digérer*. Colloque AB-REOC, Nature et Progrès, ACRF-Femmes en milieu rural, décembre 2017.
<http://acrf.be/evenements/2017-quoi-de-neuf-dans-nos-assiettes-une-info-a-digerer/>, site consulté le 12 décembre 2019.